

Journée d'études

Sociologie, terrains, société : comment rendre la sociologie publique ?

27 mai 2016

Introduction

Sylvie Monchatre et Pinar Selek

Cette journée d'études, que nous remercions notre laboratoire SAGE et la faculté de sciences sociales d'avoir soutenue, a une histoire. Elle résulte de la rencontre de deux sociologues lors d'un colloque à Poitiers, rencontre au cours de laquelle elles ont été amenées à partager leurs interrogations sur leur discipline : la sociologie, pour qui la pratique-t-on ? Pour quoi (en) faire – en dehors de productions scientifiques qui sortent assez peu d'un cercle d'initiés ? Autrement dit, comment rendre la sociologie publique au sens de Burawoy – sens sur lequel nous allons revenir.

Avant cela, il nous faut préciser le contexte dans lequel cette interrogation survient. Elle surgit dans un contexte d'injonctions massives à l'ouverture de la science en général et des sciences sociales en particulier, sur la société. Jamais on n'a autant questionné l'utilité des sciences sociales que depuis la mise en place d'un nouveau management public qui pousse à l'efficacité des activités de recherche et d'enseignement, qui demande des résultats et réclame des « préconisations pour l'action ». On connaît l'enjeu de ces appels à l'ouverture : répondre à une demande solvable, contribuer à la baisse des dépenses publiques par des financements privés. Il s'agirait de pratiquer, pour ce qui nous concerne, une sociologie utilitaire, utilitariste, qui réponde aux besoins des décideurs – au risque de laisser dans l'ombre des sujets dont on ne parle que quand des crises, drames, tragédies se produisent. Or quand la tragédie arrive, la sociologie peut être accusée d'excuser et priée de se taire... symptôme, s'il en est, du rôle de serviteur dans laquelle on la tient.

Nous nous sommes donc rencontrées sur cette critique de l'utilitarisme dominant, tout en nous questionnant sur la difficulté de notre discipline à faire entendre sa voix dans l'espace public. La sociologie est-elle vouée à se pratiquer dans des cadres institutionnels étroits, ceux définis par et pour la science, par et pour le politique, et à y rester enfermée ? A cette question, nous ne pouvons que répondre que non : la sociologie n'est pas condamnée à cet enfermement. Sachant que le chemin qui nous a menées à ce questionnement n'est pas le

même. Car c'est maintenant ce qu'il nous faut vous raconter : comment cette question est venue à nous... jusqu'à s'imposer à nous ?

Pinar :

Sylvie et moi, nous venons de deux différentes expériences sociologiques à la poursuite des questions similaires. Je la remercie, parce qu'elle a été un vrai guide pour moi... Je viens d'une expérience où on ne parlait pas de sociologie publique mais d'une sociologie critique envers elle. Je ne connaissais pas Burawoy mais dès la maîtrise, nous avons étudié les questionnements sur le pouvoir et le savoir, sur le modèle newtonien et le dualisme cartésien, sur la professionnalisation et la séparation du savoir.

Ce n'était pas par hasard si le nom de notre revue étudiante s'appelait « Asociologie » car nous discutons la validité de l'organisation disciplinaire, la structure organisationnelle des sciences sociales elles-mêmes et leur eurocentrisme ou universalisme, pour développer une réflexion sociologique articulée solidement aux autres formes de savoir. Pas dans toutes les universités en Turquie, mais dans le département de Sociologie à mon université, dès la première année, nos professeurs ne nous permettaient pas d'utiliser le « on ». Ce n'était pas seulement par obligation, car nous avons beaucoup discuté sur l'objectivité et surtout l'objectivité de qui ?

L'approche féministe des enseignants de cette université a fait connaître très tôt la méthodologie féministe qui met en question le monde inéquitable dans lequel les chercheurs eux-mêmes sont impliqués. En considérant que toutes les théories scientifiques reposent sur une vision partielle de la réalité, nous avons appris à voir que le fait d'être inscrit dans des rapports sociaux et d'être nécessairement informé par un appareillage scientifique et méthodologique, influencent notre rapport à l'objet de recherche. Donc conscients de ces tensions, nous avons appris et à exprimer, préalablement à l'enquête, la façon dont nous voyons spontanément le monde pour ensuite, en cours de route, reconsidérer le sujet de la recherche, notre regard, nos appuis théoriques, la façon dont nous traçons la voie à suivre. Nous avons expérimenté comment la réflexion sur la raison de la recherche met en lumière l'arrière-plan de la méthode suivie tout au long des travaux ; et comment les réponses rendent également visibles la nature et l'origine des questions que nous nous posons.

Venue de cet arrière-plan, je ne me situe pas du tout dans la catégorisation de Buraway, quand il dit : « Si l'économie se focalise sur le marché et son expansion, la science politique sur l'Etat et les conditions de la stabilité politique, la sociologie se concentre sur la société civile et sa défense. Avec la perspective de la société civile qu'elle étudie l'Etat ». Je n'entre pas dans cette définition de sociologue. Je veux comprendre ce monde. Donc j'essaie de faire des recherches avec des éclairages sociologiques, politiques, philosophiques et littéraires.

Cette manière de voir les sciences sociales et le fait de ne pas oublier pourquoi on est investi dans les sciences sociales n'ont pas facilité nos démarches professionnelles car pour moi, comme pour mes camarades, chaque recherche demandait et demande toujours beaucoup d'investissement (Je vais en parler). Mais durant ces recherches qui ont laissé jusqu'au aujourd'hui des traces sur leurs terrains, j'ai vécu des expériences qui m'ont transformé. Malgré les difficultés je ne me vois pas m'éloigner de cette posture méthodologique qui me rend, tout simplement heureuse.

Notre rencontre avec Sylvie était un moment très fort, car durant deux jours, quand nos corps se promenaient dans les rues de Poitiers, nos expériences, nos questions, nos réponses, nos récits se mêlaient. Je me souviens de la joie de sentir réciproquement la sincérité. Depuis, notre dialogue ne s'est pas arrêté. Je la remercie encore pour sa générosité : quand elle m'a parlé de la Sociologie publique et des débats en France autour de celle-ci, nous avons décidé de déclencher une réflexion collective plus large.

Sylvie :

Cette question vient aussi pour moi de très loin... Il y a en ce qui me concerne deux expériences fondatrices :

- Tout d'abord, mon apprentissage de la sociologie et ma découverte de la sociologie bourdieusienne : celle-ci m'a permis de mettre des mots sur la violence symbolique que, comme beaucoup d'entre nous, j'ai été amenée à éprouver - et qui a un vrai pouvoir d'anéantissement. A ce titre, on ne dira sans doute jamais assez l'effet de révélation que produit la mise en mots de cette violence symbolique, l'expérience salutaire qui en résulte – en ce sens que ce qui se joue ne tient pas à un « manque » mais à de puissants mécanismes de refoulement dont les effets peuvent coloniser l'infiniment petit, tout ce qu'on appelle la subjectivité... qui est profondément sociale. Or, cette sociologie, comme

la plupart des autres « sociologies académiques », m'a interrogée lorsque j'ai réalisé que la mise en évidence de la « vérité objective » des rapports sociaux, parfaitement relatée dans la littérature scientifique, pouvait s'avérer difficile à enseigner... précisément aux groupes sociaux victimes de cette violence sociale. De fait, le risque qu'elle apparaisse comme un verdict redoublant l'effet d'imposition de la violence des rapports sociaux existe... C'est tout le paradoxe de cette sociologie « académique » qui peut être salutaire mais peut aussi, dans certaines conditions, faire violence. Il en va d'ailleurs de même dans la recherche. La sociologie académique peut faire violence au terrain étudié. La preuve en est que, bien souvent, les recherches menées produisent des analyses, des « résultats » qui ne sont jamais restitués aux enquêtés. Toute une « vérité objective » est ainsi mise à jour qui ne rencontre jamais les « vérités subjectives » qui, pourtant, par les entretiens et les récits recueillis, ont directement contribué à rendre possible cette production scientifique. Premier problème donc : une sociologie académique qui ne se soucie pas de retour au terrain.

- En second lieu, cette question est revenue jusqu'à moi à partir des hasards de l'insertion professionnelle. Je fais partie de ces étudiants qui n'ont pas intégré directement le monde académique et la recherche publique mais qui ont fait des détours par les études et la recherche sous contrat, dans le monde des consultants et des experts du social. Et là, stupeur : dans cet univers - honni – que Burawoy appelle la « sociologie d'expertise », on restitue ! On ne fait pas que restituer les résultats de l'enquête aux commanditaires, directions d'entreprise ou syndicales, on est amenés à restituer au personnel interviewé à la demande de la direction, aux sections syndicales interviewées à la demande de la fédération... Et l'on assiste à des discussions, des échanges d'une grande richesse – et là combien de fois la consultante ou la chargée d'étude que j'étais a regretté de ne pas enregistrer ou noter ce qu'elle entendait... D'où mon deuxième problème : la restitution se pratique dans les usages opérationnels voire managériaux qui sont faits de la sociologie. Elle alimente des débats privatisés, qui ne viennent pas sur la place publique mais servent les intérêts de ceux qui ont payé pour les provoquer.

Donc pour résumer : quand la sociologie est académique et s'exerce dans le secteur public, elle alimente essentiellement des débats entre pairs et sort rarement de sa tour d'ivoire ; quand elle s'exerce dans le secteur privé, sous forme de sociologie d'expertise, elle sert des

intérêts... privés et privatisés. Dans les deux cas, la sociologie est enfermée dans des découpages institutionnels, elle peine à sortir de l'insularité et la richesse des conservations qu'elle entretient avec ses publics perce difficilement dans l'espace public.

Nous nous sommes donc retrouvées sur une question que l'on peut résumer ainsi : comment faire une sociologie « d'utilité publique » - pour reprendre l'expression d'Annick Madec ? N'oublions pas que « publier », ainsi que le rappelle Daniel Cefaï, c'est œuvrer pour le bien public. Cette question est politique... si l'on accepte de considérer que réfléchir à la manière d'« œuvrer pour le bien public » constitue une question politique. La question est en l'occurrence de savoir comment la sociologie peut faire œuvre d'utilité publique en répondant non seulement à des demandes solvables mais également à ce que Robert Castel appelait la « demande sociale informulée », demande sociale non solvable – mais non moins réelle.

Cette question est donc politique – et pas seulement morale, comme le suggère Burawoy ([2004], 2009). Burawoy nous rappelle combien notre discipline s'est construite en se disciplinant - pour faire sa place dans l'univers académique - mais « sans perdre son élan moral fondateur » - élan moral qui est plutôt, selon nous, politique, du moins du côté de la sociologie française et plus généralement européenne. Reste que l'entretien de cet élan moral et/ou politique passe pour Burawoy, par le développement d'une « sociologie publique ». Cette « sociologie publique », et c'est ce qui la différencie des sociologies « académique », « d'expertise » ou « critique », doit, selon lui, se donner pour but d'établir un dialogue avec un public dans le cadre d'une « relation dialogique » permettant « échange et réciprocité ».

Avec cette proposition, l'enjeu pour Burawoy n'était pas seulement, comme le souligne Etienne Ollion (2009), de dialoguer avec des publics mais également de les faire émerger en les équipant d'outils de réflexion susceptibles de faire d'eux des acteurs intervenant dans le champ politique : il s'agit de faire vivre la démocratie. Mais reste à savoir comment établir cette conservation. Car le dialogue ne va pas de soi : comment l'instaurer sans se faire prendre au piège de la dissymétrie qui est au cœur de la relation entre les sociologues et leurs publics ? Les sociologues sont, certes, avertis sur ce point. C'est tout l'enjeu de la relation d'enquête, qui n'est pas à l'abri des relations de pouvoir. Un sociologue est supposé

savoir et son savoir se réclame de la science. La relation d'enquête est potentiellement traversée par cette hiérarchie entre les savoirs qu'il faut pourtant abolir. Le temps de l'observation, le temps de l'entretien doit se baser sur une « communication non violente ». Nous apprenons à nos étudiants que l'entretien doit se transformer en « exercice spirituel » (Bourdieu, 1993). Mais alors comment, au-delà de ce moment d'entretien où le chercheur « prend le parti » de l'enquêté, poursuivre un dialogue qui s'ouvre aux autres parties en présence, sur une scène sociale élargie, en maintenant le cadre d'un échange non violent ?

C'est à partir de là qu'une double question se pose à nous :

- D'une part, comment se prémunir contre les effets d'imposition - imposition d'interprétation ou imposition d'analyse - que comporte toute conversation entre des locuteurs et/ou acteurs inscrits dans une hiérarchie de positions sociales ? Comment entrer en conversation en dialoguant à égalité, en laissant le public « prononcer la sentence » (comme le suggère Annick Madec) ? Autrement dit, comment développer une pratique non violente, voire modeste, de la sociologie ?
- D'autre part, quels sont les effets en retour de cette conversation sur les locuteurs ? Comment une sociologie rendue publique peut-elle stimuler l'imagination sociologique (Mills, 1997) mais également stimuler l'imagination politique – dans les deux cas, chez le « public » comme chez les sociologues ?

C'est autour de ces deux questions, pour nous centrales, que nous avons conçu cette journée. Nous les poserons et déclinerons à nos quatre invités, qui se sont chacun posé la question de cette conversation avec les publics - ou qui y ont apporté une réponse sans forcément l'avoir posée publiquement :

- Perrine Poupin et Jonathan Larcher, EHESS, ont mobilisé l'image dans cette conversation avec leurs enquêtés et le public ;
- Annick Madec et Michel Pialoux ont, pour leur part, pris appui sur l'écriture pour rendre publique leur conversation (M. Pialoux avec Christian Corouge) et réfléchir sur les perspectives d'une sociologie narrative (A. Madec, N. Murad et J. F. Laé).

Présentation de nos invités :

Perrine Poupin est docteure en sociologie, elle vient de soutenir sa thèse à l'EHESS, réalisée sous la direction de Daniel Céfaï et d'Yves Cohen dans le cadre du CEMS (Centre d'étude des mouvements sociaux). Sa thèse porte sur l'action revendicative à Moscou (2008-2011). Elle s'est appuyée sur une enquête filmique pour analyser les modalités de structuration de l'activité revendicative.

Jonathan Larcher est doctorant au CRAL (Centre de Recherches sur les Arts et le Langage) en anthropologie visuelle, il prépare une thèse sur la construction historique de la figure « du/de la » tzigane par les institutions et industries culturelles roumaines et leur réappropriation par des communautés "tsiganes".

Annick Madec est sociologue à l'université de Brest, auteur de *Citoyenneté et politiques sociales*, Flammarion 1995 (avec Numa Murard), *Le quartier, c'est dans la tête. L'histoire vraie de Stéphane Meferti*, Flammarion 1998 ; *Chronique familiale en quartier populaire*, 2002, La Découverte et elle est co-fondatrice de l'atelier de sociologie narrative.

Michel Pialoux sociologue à l'EHESS, et au centre de sociologie européenne, bien connu pour ses travaux sur le monde ouvrier. Il est notamment l'auteur avec Stéphane Beaud de *Retour sur la condition ouvrière : Enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard*, Fayard, 1999 ; *Violences urbaines, violence sociale*, Hachette Littératures, 2005 ; *Résister à la chaîne. Dialogue entre un ouvrier de Peugeot et un sociologue*, avec Christian Corouge, Agone, 2011.

Rappel du programme de la journée :

- Intervention de **Jonathan Larcher** (EHESS) : « Du droit de choquer de l'ethnographe à caméra » - Discussion introduite par **Etienne Ollion** (SAGE)

Pause-café

- Intervention de **Michel Pialoux** (EHESS) : « Travailler avec des ouvriers militants: retour sur une (longue) expérience... » - Discussion introduite par **Sylvie Monchatre** (SAGE)

Déjeuner

- Intervention d'**Annick Madec** (Université de Brest) : « Pour une sociologie narrative » - Discussion introduite par **Sylvie Monchatre** (SAGE)

- Intervention de **Perrine Poupin** (EHESS) : « Former une communauté d'enquête par l'image à Moscou. Des images comme supports de discussions et de prises collectives sur des expériences publiques » - Discussion introduite par **Magdalena Hadjiiski** (SAGE)

- Intervention de **Pinar Selek** (SAGE) : « Travailler avec ceux qui sont en marge »

- Présentation du projet « Caméras politiques » par **Jonathan Larcher et Perrine Poupin** (EHESS)

- Discussion et conclusion de la journée par **Sylvie Monchatre et Pinar Selek** (SAGE)